



La rentrée sera malheureusement à nouveau marquée par la crise sanitaire. À quelques jours de la rentrée, le ministre a détaillé le niveau 2 du protocole mis en place en métropole dans l'Éducation nationale. Le ministère avait, dans un premier temps, préconisé l'éviction des élèves non vaccinés dès un cas Covid détecté dans la classe. Pour la CGT Éduc'action, cette mesure était avant tout socialement discriminante. Devant la levée de boucliers, le ministre n'a eu d'autres choix que de reculer et d'assouplir la mesure.

L'année scolaire précédente a été fortement perturbée. La scolarité des élèves et les conditions de travail des personnels ont été dégradées. Face à la situation, un plan d'urgence pour l'École était plus que jamais nécessaire en cette rentrée, comme la CGT Éduc'action le demandait depuis des mois. Il n'en est rien ! Aucun plan de titularisation ni aucune création de postes supplémentaires n'ont été actés, ce qui aurait pourtant permis d'aborder la reprise plus sereinement.

Les revalorisations salariales actées en 2021 et celles annoncées pour 2022 laissent un goût amer aux personnels alors que leurs attentes étaient fortes ! La prime d'attractivité proposée pour les enseignant-es est loin d'être satisfaisante en termes de montant et de forme (indemnitaire et non indiciaire) et ne concerne qu'une partie des enseignant-es, CPE et Psy-En. De plus, plusieurs catégories de personnels n'ont pas été concernées par les discussions sur les revalorisations. Après des années de gel du point d'indice et une perte de salaire de 0,7% sur la période, difficile de faire preuve d'optimisme.

Il est en temps de reprendre la main et d'exprimer nos justes revendications. Exigeons un plan d'urgence pour l'École, qui doit permettre de fonctionner avec des moyens à la hauteur des enjeux, d'améliorer les conditions de travail des personnels et de revaloriser l'ensemble des personnels.

La CGT Éduc'action appelle tous les personnels à se réunir dès la rentrée pour organiser les mobilisations futures, dont la journée du 23 septembre dans notre secteur. La CGT Éduc'action soutiendra toutes les actions locales d'ici-là. Toutes ces mobilisations doivent être des moments forts et constituer un point d'appui pour la journée interprofessionnelle qui aura lieu début octobre, dans la perspective d'un mouvement de grande ampleur s'inscrivant dans la durée.

Sortons de la seule question sanitaire dans laquelle on veut nous enfermer pour retrouver le chemin des mobilisations sociales. Dès cette rentrée, retrouvons le sens du collectif !